

RÉPUBLIQUE TURQUE (TURK DJEMHOURIYETI)

I. PEUPLEMENT

SITUATION, STATISTIQUE, VILLES PRINCIPALES. — La République turque, sise entre 26°-44° long. E. et 36°-42° lat. N., touche à la Bulgarie et à la Grèce (W.), à la Mer Noire (N.), à l'Union des républiques soviétiques (N.-E.), à la Perse et la Mésopotamie (E.), à la Syrie (S.-E.) et à la Méditerranée.

616.397 km², occupant le haut plateau anatolien, semi-désertique au centre (avec dépressions lacustres), dominé par le cône volcanique du mont Argée (3960 m.), bordé par l'Olympe de Bithynie, l'Aq Dagh de Lycie, le Taurus et l'Amanus; drainé par le Tigre et l'Euphrate (S.-E.), le Seihoun (S.), le Méandre et l'Hermos (W.), la Sakharïa et le Qyzyl Irmaç (N.).

La nouvelle frontière a été fixée : avec les Républiques *soviétiques*, par le traité de Kars (13 oct. 1921 : restitution de Kars, Ardahan et Artwin); avec la *France*, par le traité d'Angora (Franklin-Bouillon : 20 oct. 1921 : restitution d'Aïntab et de la Cilicie); avec la Perse, le 31 oct. 1921; avec la *Grèce* (et les autres puissances), au traité de Lausanne (24 juillet 1923 : restitution de l'Ionie et la Thrace orientale). La frontière avec la Mésopotamie n'est pas encore fixée.

Le recensement de la population mâle (47 p. 100 du total) effectué en juillet 1923 pour fixer le nombre des députés à assigner à chacune des 63 circonscriptions électorales turques, est notre seule base statistique : il a donné 5.473.891 mâles; ce qui correspondrait à 11.647.000 ou même 12.540.000 habitants (chiffre un peu fort).

En 1914 la population de ces mêmes territoires était estimée à 14.548.800 hab. La différence de 3 millions en moins s'explique par la guerre (300.000 tués) et par la disparition des éléments arménien et grec (voir plus loin).

Villes principales : Constantinople : 1.000.000 d'habitants, dont 670.712 *musulmans*, 284.743 *chrétiens* (188.681 Grecs, 76.062 Arméniens, 20.000 uniates) et 44.545 *israélites* (Khasskeuy), selon le relevé de février 1923 (postérieur à l'émigration de 170.000 non-musulmans, dont 110.000 Grecs, 15.000 Arméniens et 6.000 juifs). Smyrne : 120.000; Brousse : 110.000; Scutari : 85.000; Andrinople : 80.000; Sivas : 65.000; Trébizonde : 55.000; Qaïsarié : 54.000; Qonié : 45.000; Bitlis : 40.000; Diyarbakr : 38.000; Angora : 30.000 (capitale actuelle).

L'ISLAMISATION. — On compte actuellement, en Turquie :

1° 7.880.000 musulmans *sunnites hanéfites* (y compris les 7.000 qui sont à Rhodes, île cédée à l'Italie).

2° 1.450.000 *sunnites shâfi'ites* (Kurdes, Arabes, Égyptiens). Et quelques *hanbalites* et *malikites*.

Le mouvement de réforme canonique des *salafiya* est moins fort en pays turc qu'en pays arabe ; l'élite intellectuelle tend plutôt, soit vers le mysticisme moniste et syncrétiste des *Mévlévis* soit vers la maçonnerie initiatique et laïcissante d'*Union et Progrès* (*ittihad wa taraqqi*, fondée vers 1903 par des *Deunmeh* de Salonique ; ici p. 238).

3° 1 million de *shî'ites extrémistes 'ali-ilahi* (*ahlé Haqq Qyrylbash*), répandus surtout chez les Kurdes occidentaux et chez beaucoup de Yuruks, jusqu'à Angora et Adalia. Ils ont certains contacts avec les *Bektashis* et les *Noseîris* (*Tahtadjis*). Ils ont un sheikh à Khôbyâr, à 55 km. N.-E. Sivas, et quatre tekkés.

4° 80.000 *noseîris* (*'alawites*) près de Tarse (Cilicie).

5° 43.000 *yéxidis* (Kurdes).

En dehors de ce bloc musulman, de 10.443.000 habitants, on trouve encore quelques débris des « nations » dissidentes, reconnues par l'ancien régime ottoman, instauré en 1453-1839 :

a) *Chrétiens grecs orthodoxes* : avec 2 communions : patriarcat œcuménique hellénophone du Fanâr [Mélétios IV, déchu, 1923, remplacé par SB. Grigorios] ; communion turcophone de Qaisarié fondée par le P. Ephtimios en 1921, non reconnue. Il y en a encore 606.550, soit 499.550 dans la province de Constantinople, 107.000 en Anatolie (Isparta, Karaman) ; ceux de Thrace orientale (285.340) doivent être transportés en Grèce.

b) *Bulgares orthodoxes* de Thrace orientale : 37.000.

c) *Latins et grecs uniates* (3.000 près Constantinople) : 50.000.

d) *Arméniens grégoriens, uniates et protestants* (il y avait trois patriarchats grégoriens à Constantinople, Sis, et Aghtamar, sous la suprématie du siège d'Etchmiadzin en Arménie soviétique), 281.000 subsistent encore (dont 168.921 dans la province de Constantinople, 15.000 en Thrace orientale, 15.000 en Cilicie, 35.000 à Kharpout, 20.000 à Trébizonde, 13.000 à Bitlis).

e) *Syriens jacobites* du Diyarbakr et d'Ourfa (15.000 : patriarchat à Mardin), *chaldéens nestoriens* de Van (20.000 ; patriarchat de Kotchani en Mésopotamie), et *syro chaldéens uniates* du Diyarbakr (15.000). En tout 50.000 (voir infra, *Assyro-Chaldéens*).

f) *Crypto-chrétiens* du Pont (50.000 : musulmans *Kromli*, *Stavriotes*).

g) *Israélites* (talmudistes groupés par le Grand Rabbinat de Constantinople ; avec quelques caraïtes, et *deunmehs*) : 180.000 environ (dont 100.000 dans la province de Constantinople, 15.000 en Thrace orientale, 25.000 à Smyrne, 3.000 à Brousse)

La répartition par races s'établit ainsi :

1° *Turcs* : a) *Osmanlis*, de race *oghoux* dialectes de Khodavendighiar, de Kastamouni et de Karaman, etc.) : 7.353.500.

b) *Yuruks et turkmènes*, nomades : en Aïdin (*Zelbek*), en Ismidt, Brousse, Sivas, Diarbékir, Bayézid (*Qarapapakhi*), Smyrne et Adana : 400.000.

c) *Muhadjirs* : colonies éparses de musulmans turquises « réfugiés » (chassés d'Europe et du Caucase depuis un siècle) : *Pomaks* (Smyrne et Brousse) et *Bosniaques*, *Tatars* de Dobroudja et Crimée, *Lazes* et *Circassiens* : 600.000.

2° *Arabes* (syriens) établis çà et là, surtout en Cilicie (80.000 *noseîris*, et 20.000 *sunnites*) et à Ourfa.

3° *Juifs* : 200.000 ; dont 20.000 islamisés (*Deunmeh* : ici p. 238).

4° *Aryens* : a) *Kurdes* (voir le dénombrement détaillé, ici p. 316), au total 2 millions.

b) *Tsiganes* : en Cilicie, à Smyrne, à Tokat : 61.000.

c) *Grecs* : 656.500 subsistent encore, des 1.880.000 de 1914, car 400.000 ont été massacrés, 483.000 ont émigré (1916-23) et 350.000 doivent être transportés en Grèce (principalement du Pont et de la Thrace orientale ; cf. ici p. 238).

d) *Arméniens* : 281.000 subsistent encore, des 1.950.000 de 1914 ; car 1.200.000 ont été massacrés (1915) et 464.000 ont émigré (voir ici p. 257) ; environ 400.000 islamisés depuis le XVIII^e siècle, sont fondus dans la population *turque*.

5° *Assyro-chaldéens* (Tour 'Abdin) : 50.000 subsistent encore, des 280.000 de 1914 ; car 175.000 ont été massacrés, 30.000 ont émigré au Caucase et 25.000 en Mésopotamie (voir ici p. 333) Il y en a en outre 510.000 dans l'Inde (Malabar : Trichoor, Ernaculam, Changanacherry) et 20.000 en Perse (dont 11.000 réfugiés en Mésopotamie ; après les massacres d'Ourmia).

L'islamisation de l'Anatolie, commença par le S.-E., du VIII^e au XII^e siècle, avec les colonies militaires des califes omayyades et abbâsides aux « frontières » dites *Thoghoûr* et *'Awâsim* : double ligne de forteresses du Taurus, — de Malatia à Tarse par Mar'ash, Massisa et Adana. En 1064, les Seldjûqides ayant détruit le royaume arménien d'Ani, le front N.-E. de l'empire byzantin se trouva démantelé et une dynastie de Seldjûqides s'installa à Iconium (Qonié, 1084-1300) ; son empire fut divisé au XIV^e siècle entre dix émirats *turkmènes*, dont les apanages coïncident avec les anciens thèmes byzantins et avec certains vilayets ottomans d'avant 1923 : *Karaman* (Anatolicum), *Qrxylahmadli* (Buccellarium = Qastamouni), *'Othmânli* (Optimatum = Erthogroul ; et Obsequium = Khodavendiguar), *Kermiyân* (Thracesium W.), *Hamid* (Thracesium E.), *Karasi* (Samos N.), *Saroukhan* (Samos central), *Aidin* (Samos S.), *Menteshé* (Cibyrhaeotum W.), *Tekké* (Cibyrhaeotum E. = Adalia). A la fin du XV^e siècle, tous ces États se trouvèrent unifiés par les *'Othmânli* (Empire Ottoman), qui, placés à l'avant-garde, face à l'empire byzantin, s'emparèrent d'Andrinople (1361), puis de Constantinople (20 djomada I^{re} 858 = 29 mai 1453). — Les habitants, demeurés longtemps chrétiens, furent convertis par des ordres religieux, les uns révolutionnaires et communistes, à tendances *shî'ites extrémistes* comme les *Babaïs*, *Akhïs*, *Abdîl*, les autres, plus pacifiquement mystiques, comme les *Mévlévis* de Qonié ; après C. Huart, Köprülüçadé a récemment mis en lumière leur apostolat, grâce à leurs poésies, qui marquent l'aube de la littérature turque occidentale.

Les sultans ottomans, déjà menacés par l'insurrection de Bedr el Dîn de Simaw († 1415), adoptèrent, à partir du XVI^e siècle, une politique d'orthodoxie répressive extrêmement violente à l'égard de ces ordres anatoliens, qui furent décimés.

Seuls les *Bektâshis* (à cause des nombreux *janissaires* affiliés) et les *Mévlévis* furent partiellement ménagés. Les autres se fondirent dans la secte secrète des *'Alî ilahîs* (*Ahlé Haqq*, *Qrxyldâsh*), traquée en 1512 et en 1618 par l'inquisition d'État, comme soutenant politiquement les *Séfévides* de Perse. Grâce à cette répression, la majorité des musulmans anatoliens est maintenant *sunnite hanéfite*.

Les musulmans anatoliens ont comme langue nationale le *turc osmanli* dialectes locaux cités p. 322) : il est langue officielle.

Le *turc* est également parlé par les chrétiens grecs et arméniens *turcophones* ; en revanche, il y a des musulmans *hellénophones* (réfugiés de Morée, à Adalia).

L'*arabe* est connu des ulémas, dont beaucoup le parlent. En outre, il y a environ 150.000 *Arabophones* (en Cilicie, à Ourfa, sur les côtes).

Le *syriaque* est parlé en Tour 'Abdin, et au S. de Van.

Le *kurde* (dialecte iranien), est parlé par 2 millions de Kurdes.

II. GOUVERNEMENT

L'ancien empire Ottoman avait proclamé la « guerre sainte » le 2 moharram 1333 (= 21 nov. 1914), pour soutenir les Puissances centrales ; vaincu avec elles, il ne

s'était maintenu, depuis l'armistice de Moudros (30 oct. 1918) que sous la pression militaire britannique (occupation « interalliée » de Constantinople, 16 mars 1920); il s'effondra, aussitôt conclue la convention de Moudania (11 oct. 1922), avec la fuite du dernier sultan-calife : le 17 novembre 1922.

Le gouvernement national turc est né du contre-coup de l'occupation grecque de Smyrne (15 mai 1919); constitué aux Congrès d'Erzeroum (juil. 1919), et de Sivas; et à Angora, le 26 janvier 1920, par le « pacte national » (*milhâq-i-millî*) de la « Grande Assemblée Nationale ». C'est la G. A. N. qui a décrété la déchéance du sultan (1^{er} nov. 1922), confié le seul « pouvoir spirituel » à un nouveau calife (18 nov. 1922), et finalement proclamé, le 29 octobre 1923, la *République turque*; élisant comme président l'ancien généralissime, Ghâzi Mostafâ Kemâl, âme de la reconstitution nationale, chef du parti parlementaire de la « défense des droits ».

Selon la loi organique du 20 janvier 1921, le peuple turc délègue tous ses droits non plus à un *sultan*, mais à une « personne morale » (*shakhsiyeti ma'newiyé*), organisme constitué par la G. A. N. (*Buyuk Millet Meclisi*). Parlement qui cumule l'exécutif et le législatif. Il n'y a plus de Sénat.

La G. A. N. se compose de 285 députés (1 par 20.000 mâles; 63 circonscriptions) élus pour 4 ans au suffrage universel (loi du 3 avril 1923, amendant celle de 1877).

Les ministres (« commissaires ») sont nommés par le Président (précédemment élus par la G. A. N. et individuellement responsables devant elle) : président du Conseil des commissaires : Hocëin Réouf bey (12 juil. 1922), Fethi bey (20 août 1923), 'Ismet pasha (29 oct. 1923).

Partis politiques : *populiste* (*Khalq fyrgasy*) de la « défense des droits » (*modâfa'a-i-hoqûq* : kêmâliste : Fethi bey), avec 6/7 des sièges; *nationaliste extrémiste* (pantouranien et laïcisateur : il comprend la moitié des affiliés à « Union et Progrès »); et 20 opposants *communistes*. En outre, deux tendances s'opposent : *occidentalistes* (majorité, modernisants), et *orientalistes* (progressistes ou conservateurs : antieuropéens).

La G. A. N. a maintenu la capitale à Angora (13 oct. 1923), laissant le calife à Constantinople : ce qui crée une sorte de déséquilibre géographique. Du moins la G. A. N. a-t-elle réussi à alléger l'hypothèque internationale qui pesait sur Constantinople : atténuation du contrôle de la S. D. N. démilitarisant les Détroits; suppression des « capitulations » (exterritorialisant les étrangers domiciliés en Turquie), ap propriation de la Dette Publique ottomane.

Un pouvoir moral mal défini, qu'on n'ose appeler « spirituel » car cela réléverait à la Papauté, ni « canonique », puisque l'administration cultuelle est laïcisée, est maintenu au *calife*, qui est actuellement 'Abd al Madjid, second fils d'Abd al 'Azîz († 1876) né en 1868, élu le 18 nov. 1922.

Son prédécesseur, Mohammad VI Wahid al Dîn (3 juil. 1918-17 nov. 1922), ayant été déclaré déchu le 1^{er} nov. 1922, la G. A. N. avait décidé de rechercher le descendant d'Othmân le plus qualifié (*larshad, aslah*) pour le califat. Approuvant deux fétouas du commissaire aux affaires religieuses, Mohammad Wahbi, la G. A. N. élut 'Abd al Madjid II par 158 voix; il reçut la *bay'a* (par *mosâfaha*) à To ppapou le 24 nov. 1922, et fut proclamé (dans une *Khotba* en turc) à Fâtih, le même jour, « *amîr al mou'mintîn, Khadim al harametîn* ».

'Abd al Madjid a été investi, par *élection*, de la charge qui lui revenait par *hérédité*.

Le principe de l'hérédité (à la turque : l'aîné des mâles) dans la famille des

**Othmânli* a été attaqué récemment, au nom des *hadith* (antikhâridjites) prescrivant que le calife soit *arabe*, qoreïchite; bien que nul n'eût élevé cette objection depuis deux siècles. On s'est demandé, aussi, si la possession du califat par les **Othmânli* était une simple possession de fait (attestée par leur protocole et la constitution de 1876), admise par la majorité de la Communauté islamique, surtout depuis la fin du xviii^e siècle. Ou bien si elle reposait sur des fondements juridiques :

a) la cession des droits du dernier 'abbâsîde, Motawakkil III (1509 † 10 nov.) 1543); elle est controuvée; Sélim I, qui s'intitulait *hunkîâr* (= *khodavendikâr*) prit dès 1517 le titre califal de *Khâdim al haramîn*; Soleïman, Sélim II et Morâd III s'intitulèrent *Khalfat-i-'âlam*, mais c'est seulement en 1774, dans un acte diplomatique (ici p. 244), et en 1876, dans la Constitution (art. 4) que les sultans pâdishahs ottomans revendiquèrent formellement le califat universel ;

b) la possession des Lieux Saints; elle n'est pas une preuve (Nallino, § V, dern. note), pas plus que la possession de reliques du Prophète ;

c) la conquête de *Byzance*, promise comme but suprême à la guerre sainte dans des *hadith* prophétiques recueillis dès le ix^e siècle (Moslim).

Cet argument est fort ; la possession de Constantinople est un symbole traditionnel incomparable, dont l'ascendant n'est pas encore aboli.

Quant au mode d'élection employé en 1922, beaucoup d'ulémas musulmans non turcs, prenant acte de ce retour aux origines (*shou'ra* des quatre premiers califes), ont exprimé le souhait de voir élargir le collège électoral, afin que des musulmans de toutes nations puissent y participer.

Peut-être aboutira-t-on à généraliser, selon l'idée d'Ismaïl Gasprinsky, le principe des congrès régionaux d'ulémas, organisés dès 1892 (Inde) et 1905 (Russie), et à réaliser, ainsi, pour la première fois, pratiquement, l'*idjma'* ou « consensus » de la Communauté.

Le calife actuel a été privé de tout pouvoir *civil* et de la plus grande partie de ses attributions *canoniques* (à part la *Khotba*). Nombre d'Hindous militent pour le rétablissement de son « pouvoir temporel ».

Au lieu de s'irriter, comme certains, de voir des musulmans recourir ainsi, depuis 1774, à de fausses analogies entre le califat islamique et la papauté catholique, en distinguant le « spirituel » et le « temporel », il convient d'avouer que cette distinction tient à la nature même des choses ; qu'elle a déjà été appliquée au califat du xi^e siècle, sous Moqtadi, par Malikshâh I, le Seldjoukide (comme Mostafa Kemâl, après Barthold, l'a fait remarquer) ; et qu'elle s'est accusée graduellement, depuis le xiv^e siècle, dans l'évolution juridique dualiste de l'Empire Ottoman (droit canon et *yarghoû*, *shar'î* et *médjellé*). D'autre part, il n'est pas douteux que l'esprit laïcisateur des députés affiliés aux loges d'*Union et Progrès*, n'ait accéléré cette évolution, avec l'intention de détruire ensuite, tout pouvoir « spirituel ».

LE CALIFAT. — Voici, d'après Mâwardî, Ghazâlî et Ibn Khaldoun, ce qu'est la notion traditionnelle de *Khalifat islamique* :

« Lieutenance de la mission remplie par le Prophète, tant pour sauvegarder l'exercice de la religion, que pour gouverner la vie matérielle. Il est donc obligatoire, d'après le consensus islamique, de prendre l'attache de celui qui est revêtu de cette dignité, l'imâm de la Communauté islamique » (Mâwardî, *Statuts gouvernementaux*, § 1).

Le khalife est reconnaissable à certaines qualités : *naturelles* (pubère, sain d'esprit, de condition libre, de sexe mâle), et *acquises* (*nadjda* = ascendant impérial, qui rend apte à commander ; *kifâya* = compétence administrative ; *'ilm* = connaissance des principes canoniques).

Il est reconnu comme tel par la Communauté islamique, ou sur désignation expresse de son prédécesseur (*tansts*); ou par choix (*ikhtiyār*); soit élection unanime, par le consensus (*idjmā'*) des ulémas, soit adhésion loyaliste manifestée par un chef puissant, qui s'engage à le soutenir par contrat réciproque *mo-bāya'a*. — Cette reconnaissance d'autorité s'opère alors par une *bay'a*, ou prestation publique de serment de fidélité. Comme souverain, le calife bat monnaie.

[En dehors de la royauté temporelle], « la dignité califale possède, dans le domaine religieux, des attributs (*Khitat dīniya*) et privilèges propres aux seuls souverains musulmans [et déléguables] : diriger la prière canonique [et le pèlerinage], la marche des tribunaux canoniques, la guerre sainte; maintenir l'impartialité testimoniale (des *odoāl*), contrôler les marchés et les abus [*hisba, ma'dālim*; et sanctionner de son sceau, *tauqīf*], les fêtes rendues en matière dogmatique » (Ibn Khaldoun, *Prolegomènes* I, II, § 32; complété [] d'après Māwardī, I, c).

Le Khalifat est l'instrument unique, permanent et exclusif, de validation, légitimant le fonctionnement des institutions canoniques de la Communauté : pas de paix sociale sans cela (l'art. 27 du traité de Lausanne adoucit, à ce point de vue, l'art. 139 du projet de Sèvres).

On a épilogué sur les qualités requises; des demi-shī'ites ont voulu y ajouter une *infaillibilité-impeccabilité* ('isma); des juristes ont réclamé pour le Khalife l'*idjtihād*, droit d'innover en matière légale; des mystiques ont exigé de lui la *wara'*, maîtrise de ses penchants; le nationalisme arabe a longtemps affirmé que le califat devait être arabe, et réservé à la tribu de Qoreich, et même qu'il devait être hérité du Prophète comme un bien de famille successoral, dévolu aux enfants, soit de son oncle ('Abbās) soit de son cousin ('Alī). Cette dernière prétention, condensée dès le second siècle de l'hégire en *hadiths* impressionnants, n'a guère plus de valeur que les autres, quand on la confronte aux discussions d'Abou Bakr avec les Ansār (632; *saqla*), et aux thèses du primitif Islam sur l'aptitude de tout musulman au califat, telles que les *Khāridjites* les ont conservées.

On a épilogué sur la *bay'a*, ou cérémonie d'investiture. Du fait que les ulémas sont chargés d'examiner les qualités canoniques, lors de la candidature ou de la déchéance du calife, on a déduit qu'il y aurait une autorité « conciliaire », supérieure à ce « Pape » (*sic*), simple mandataire révocable. En réalité, ces spécialistes sont alors convoqués pour une consultation technique; ce sont des personnes privées, dépourvues en elles-mêmes de tout pouvoir opérant. Elles ne forment pas un « clergé ». Quant à leur consensus, unanimité ou *idjmā'*, c'est un postulat idéal, d'usage courant en droit théorique, mais irréalisable en pratique politique; puisque comme Ghazālī l'a montré, il suppose la consultation simultanée de tous les ulémas, leur adhésion unanime à une formule sans ambiguïté, et le maintien indémenti de leur opinion jusqu'à la mort du dernier d'entre eux (*inqirād al 'asr*; nonobstant le droit, que tout *faqh* possède, de se raviser).

Les signes extérieurs du pouvoir religieux spécial au Khalife sont : a) la place d'honneur à la mosquée, « loge d'honneur » (*maqoura, hunkār-mahfilī*); b) une allusion, implicite ou explicite, à son autorité dans la *Khotba*, formule officielle de prière, le vendredi; c) la possession de certains biens consacrés, tels que la *borda* (*Khirqā-i-shērīf*), ou manteau du Prophète. — La mention nominative du Khalifa régnant n'ayant et pour cause, été innovée qu'après la mort du Prophète, et généralisée universellement que depuis douze siècles, il est d'usage, chez les auteurs du droit canon, de la qualifier avec un purisme touchant de « *bid'a* » (innovation blâmable); innocente manie que seule l'érudition des non-musulmans a prise en considération. Que le calife soit ou non nommé dans la *Khotba*, c'est lui seul qui par délégation de son pouvoir d'*imām*, donne à celui qui la prononce le droit de la prononcer. Quant aux biens consacrés, certains ont soutenu que la possession politique des Lieux Saints (Hedjaz et Palestine) était nécessaire pour qu'un calife fût légitime.

III. ADMINISTRATION

Le territoire actuel correspond à 16 *vilayets* (44 *sandjaks*, subdivisés en *cazas*) et 5 *sandjaks* indépendants de l'ancien Empire ottoman. Il a été redistribué le 3 novembre 1923 en 70 *vilayets*, identiques aux « circonscriptions électorales » énumérées ci-dessous, sauf dix additions (*Gallipoli*, *Tekfour Dagh-Rodosto*, *Qyrqkilissé*, *Yoxgat*, *Mersina*, *Koxan*, *Dj. Béréket*, *Arghana Maden*, *Hakkiari* et *Mouch*) et trois suppressions (*Erthogroul*, *Boz Euyuk* et *Ordou*).

Tout le pouvoir étant actuellement concentré entre les mains de la G. A. N., les subdivisions territoriales fondamentales sont les 63 circonscriptions électorales (chiffre des députés entre parenthèses) :

Constantinople (15), Andrinople (8), Smyrne (9), Angora (6), Adana (9), Erzeroum (6), Bitlis (1), Brousse (5), Diyarbakr (8), Sivas (6), Trébizonde (7), Qastamouni (7), Qonié (12), Ma'mourét el 'Aziz (Kharpoüt : 5), Van (5), Eskishéhir (3), Ertoghroul (Bilédjik : 5), Ardahan (2), Artwin (1), Ordou (5), Erxindjan (2), Ourfa (5), Ichtîl (Selevké : 2), Isparta (3), Agserai (3), Amasia (3), Adalia (4); Aldin (Smyrne : 4), Bolou (5), Bourdour (2), Bayérid (2), Tokat (4), Djanik Sam-soun : (3), Tchôroum (5), Tchataldja (1), Denizli (5), Zengouldak (4), Sinope (3), Sé'ert (2), Séverek (3), Saroukhân (7), Ghazî 'Aintab (5), Kars (2), Tchanak Qal'ê (Bigha (5), Afyodn Qarahissar (6), Qarahissar Sharqî (3), Karassi (Balikesser 8), Kodja-III (3), Qatsarié (4), Qirshéhir (3), Kutahîé (6), Kanghéri (4), Guendj (1), Kérassond (5), Gumûshkhâné (3), Laxistan (5), Mardin (5), Mar'ash (4), Menteshé (3), Malatia (5), Nigdé (4), Boz Euyuk (4), Dersim (2).

L'ADMINISTRATION CULTUELLE. — L'Islam est religion d'Etat (1923); déjà la loi de 1917 assujettissait les autres confessions au *sheikh-ul-islam*. L'ancien empire ottoman avait essayé de constituer une caste spéciale d'ulémas de rite *hanéfite*, pour le recrutement des *muftis*, *cadis*, *imams*, *khatibs*.

Au moyen d'examens et de grades spécifiés dès le xv^e siècle, dans le *Qanoûn Nâmé* : *taleb* (ou *soukhité*), *danishmend* (aptés à être nommés *imams*, *naïbs*) et *mulazim* (aptés à être nommés *moudarris*, *cadis*, *mollas*); au plus haut degré se trouvaient les deux *qadi-askar* (de Roumélie et d'Asie), et le *sheikh-ul-islam*. Sous Soleiman I, les ulémas obtinrent l'exemption de l'impôt, et l'hérédité des charges.

3.400 mosquées; celles de Constantinople, Andrinople et Brousse sont célèbres (ici p. 25.)

La G. A. N. d'Angora a laïcisé l'administration cultuelle par deux lois en 1921-23 :

Le *sheikh-ul-islam* (institution ottomane, créée par Mohammad II à l'imitation des patriarches chrétiens après 1453) est aboli, et remplacé par un *conseil de muftis* (*shourâ lil iftâ*) qui fixera d'accord, avec le commissaire aux affaires religieuses la jurisprudence canonique; non plus d'après le seul rite *hanéfite*, mais suivant une coordination des 4 rites sunnites.

Tous les électeurs musulmans élisent, par *caza*, une *assemblée cultuelle* (20 membres, pour 2 ans); un *conseil central* émané des assemblées de *cazas* tient sa session annuelle dans la capitale.

Un comité (*madjma* ' *iml* d'Abd al 'Aziz Shâwish) centralise la propagande islamique.

Depuis 1922, la *Khotba* du vendredi est souvent dite en *turc* (non plus en *arabe*) dans beaucoup de mosquées.

Les fêtes musulmanes de Turquie ont été étudiées ici p. 13.

Le pèlerinage à la Mekke est interrompu depuis 1916.

Comme *pèlerinages* locaux, on peut citer la tombe du sahâbi Aboû Ayyoub Ansârî († 672) au fond de la Corne d'Or, celles du sultan 'Othman I à Brousse, de Soleïman, son premier ancêtre († 1231) à Qal'at Djâbir, de Hâdj Bektâsh à 60 km. S. Qîrshêhir.

LES CONGRÉGATIONS. — En décadence nette, elles ont encore une action politique :

Il existe encore 578 *tekkés* (couvents) d'ordres religieux, 320 en province (Turquie actuelle), et 258 dans Constantinople même (chiffre de 1921 : 319 avant la guerre), la plupart sur des *wagf* entretenus grâce aux souverains ottomans : tous sont soumis, au point de vue administratif, à un *medjlis al mashaikh* (7 membres nommés par le commissaire aux affaires religieuses ; règlement de 1918). Ils appartiennent aux ordres suivants :

a) Ordres spécialement turcs : *Mevlêviya* (« derviches tourneurs », fondés en 1230 par Djâlâl Rôdmi ; centre à Qonié : leur chef, le « tchélebi », qui figurait à l'intronisation des anciens sultans, est, depuis 1921, le député 'Abd al Hâyim ; 2 branches : *Irshâdiyya*, *Pouatnishniya* ; 7 tekkés à Constantinople dont celui de Péra) ; *Nagshabandiya* (f. 1360 ; centre à Bokhâra : 60 tekkés à C.) ; *Khalwatiya* (12 branches turques fondées depuis le xvi^e siècle ; dont les *Djarrâhiya*, 10 tekkés à C. ; *Nouriya* (à Sivas) ; *Golshêniya* (*Rôshêniya*) 2 ; *Sha'bâniya* 25 ; *Misriya*, de Niazî, 4 ; *Sonboliya*, 18 ; en tout 59) *Djahwatiya* (3 br., dont celle d'Isma'il Haqqî, à Brousse : 16) ; *Bektâshiya* (cfr. ici p. 230 ; centres à Angora et Eskishêhir ; 8 tekkés à C., dont celui de Bébek) ; *Sindniya* (3 t. à C.) ; *Oshâqiya* (5 t. à C.) ; *Wiqdi'ya* (2 branches) ; *Belramiya* (forme turque des *Qalandariya Malâmiya* : 3 branches 2 t. à C.).

b) Ordres arabes : *Qâdiriya* (de Bagdad : 7 br. turques : *Ashrafiya*, *Kholoustiya*, *Nâbolosiya*... 48 tekkés à Constantinople) ; *Badawiya* (= *Ahmâdiya* d'Égypte : 8 t. à C.) ; *Sa'diya* (de Damas : 16 t. à C.) ; *Rifa'iya* (de Basra : 29 t. à C.) ; *Shâdhiliya* (de Tunisie : 3 t. à C.) ; *Sohrawardiya* (2 br.).

L'ordre des *Rifa'iya*, infiltré en Anatolie dès le xiv^e siècle, fournit à 'Abd al Hamîd II son dernier « chapelain », Aboû'l Hodâ. Les *Shâdhiliya*, qui lui avalent fourni le premier, Dhâfir Madânî, ont procuré à Enver pasha son « pîr », Sâlih Tôûnsî ; un shâdhilî de Fès, Mohammad-ibn Abî'l Feîd-ibn Dja'far Kattânî, auteur des « *Salvat al anfas* » et oncle du chef actuel des *Kattâniya*, vient de se rendre de Damas à Angora.

L'ancien chef de l'ordre des *Senoussiya*, Sidi Ahmed Sharîf, parti de Tripolitaine dès 1916 (voir ici p. 146), dirige de Mardin et Ourfa, une action panslamique issue d'un congrès tenu à Kharpout (1921).

L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Enseignement primaire obligatoire (1913) : 36.230 écoles primaires et *ruchdiyé*. L'éducation des filles a été prévue par la loi de 1918. Écoles normales.

Écoles secondaires (lycées semi-français de Galata Seraï, etc.). Quelques-unes sont étrangères (*Saint-Benoît* de Galata, *Roberts College* de Bébek, etc.).

Un certain nombre de *médresés* subsistent par l'enseignement canonique : *École des cadis* à Constantinople (rattachée à l'I. P.).

L'Université de Constantinople (*Dâr el Fonûn*, à Direkler-arassi), fondée en 1901-

08, réorganisée en 1921-22, comprend 4 facultés (*médreses*) : médecine (*Tibb*, 30 chaires ; puis 12 chaires de pharmacie, et 6 d'études dentaires) ; lettres (*edebiyat*, 31 chaires) ; sciences (*fonoun* : 24 chaires) ; et droit (*hoquq* : 23 chaires), Voir le *Talébe-Rehberi* annuel.

L'usage du voile (*tesettur*) tend à disparaître, depuis 1908. Il existe même un vrai mouvement féministe, dirigé par Halidé Edib Hanoum.

Les chefs du mouvement littéraire et social sont les « touraniens », Gök Alp, Akhtchoura Oghlou, Ahmed Agayeff (= Agha Oghlou), Mehmed Emin.

Les archives de Constantinople sont fondamentales pour l'histoire de tout l'Islam ; elles comprennent une quarantaine de bibliothèques *waqf* (dépendant de la Bibliothèque 'Omoumt) ; les plus intéressants sont ceux des *Köprülü*, de Nouri 'Othmâniyé, de Topkapou, de Feîzié, de *Shahid 'Alt pasha*, d'*Es'ad Effendi*. Le nouveau musée de l'*Evkaf* (près de la Soleïmaniyé) est important.

LA JUSTICE. — Les souverains ottomans ont juxtaposé de bonne heure un droit laïque (législation administrative et militaire) au droit canon musulman ou *shar'f*. Cette évolution a abouti au travail de codification postérieur au *khatt-i-sharif* de Gulkhané (1839), codes criminel, commercial, de procédure, et code civil (*medjellé*, 1869-76), inspirés en grande partie des codes français (tribunaux *niçamiyé*).

Le droit personnel reste de la compétence des tribunaux canoniques, mais il a été modifié. Ainsi le code matrimonial a été révisé en 1917 par le pouvoir civil.

La loi antialcoolique (*man 'i-muskirdt*), édictée dès septembre 1920, a été généralisée le 14 septembre 1923. On songerait à la réviser.

L'ARMÉE. — Dès 1920, Mostafa Kemâl avait réussi à reconstituer douze corps d'armée ; avec lesquels, il put briser l'offensive grecque sur la Sakharia. Effectif en 1923 : 190.000 hommes. Police (*çaptié* ou *polits*). Cavalerie kurde (*ex-hamidiés*).

LA PRESSE. — Revues : à Constantinople : *Sébil-ur-Reshad* (religieuse), *Mahfil* (mystique), *Idjtihad* (positiviste), *Yéñi Madjmoû'a* (littéraire).

Journaux : à Constantinople : *Iqdâm* (d'Ahmed Djevdet), *Tanîn* (de Hoceïn Djâhid), *Tevhid-i-Efkîar* (de Eboû'z Zia Zadé Vélid), *Ilêri* (Djélal Nouri), *Vaqit* (de Mehmed 'Asim), *Péyam-i-Sabah* (suppr. 1922), *Vatan* (d'Ahmed Emin), *Aqshâm* ('Ali Nadji).

A Angora : *Hâkimié-i-millîé* (de Nébizadé Hamdi), *Yéñi Gün* (de Yoûnos Nâdi), *Yéñi Turkiyâ*, *Shekir*.

IV. TRAVAIL ET PRODUCTION

L'AGRICULTURE. — Le paysan turc anatolien (*ortaqdji*) est bon cultivateur ; mais la terre appartient aux *aghas*. Du moins, le régime féodal du code foncier de 1567 (*timar*, *çiamet*) a été aboli en 1867) — et les décrets de févr.-mars 1913 ont permis à la propriété paysanne de s'ébaucher.

Tabac de Samsoun (et opium de Qonié) céréales, coton (Aydın), figues, noix, amandes, raisins, olives et fruits ; café à Adana.

Élevage en Anatolie (mouton, chèvre mohair d'Angora). Pêcheries du Bosphore.

Production de la soie à Brousse et Constantinople ; de l'huile en Aydın.

Mines : charbon (Héraclée), fer (Adana), pandermite, écume de mer, cuivre (Arghana Maden), argent (Bulghar Maden près Qonié), zinc (Karasou). Salines (Sivas, Angora).

Sources thermales et sulfureuses.

L'INDUSTRIE. — Son essor, stimulé par la guerre (282 manufactures en 1915, dont 55 p. 100 à Constantinople ; le reste à Smyrne, Brousse, Magnésie, Ismidt, Kara Moursal, Panderna et Ouchak), ne s'est pas ravivé depuis.

Moulins (Smyrne) ; ciment ; tissages laine et coton ; tanneries ; travail du bois (forêts de Bolou).

Le parti communiste turc a été organisé par Mostafa Subhi, venu de Moscou ; dissous en 1920, il s'est reconstitué sous la direction de Nâzim Yoldâch après l'amnistie du 29 septembre 1921 (journal : *Yeni Hayât*).

Il a cherché à former quelques syndicats ouvriers (Zongouldak) et agricoles (Merzi-foun, Cilicie) : sans grand succès.

Le congrès économique de Smyrne (1923) présidé par Kazim Qarabékir, s'est préoccupé d'organiser des syndicats ouvriers et agricoles non communistes, avec l'appui de l'État.

Le vieux système de *corporations (esnaf)* est encore vivant dans les grandes villes (4.000 boutiques aux *Behestan, Tcharchi Kébir, Misr Tcharchi, Yeni Tcharchi*, à Constantinople : cfr. Smyrne ; Brousse ; Angora ; Erzeroum).

Leurs anciens coutumiers (*fotoûwat nâme*) tombent en désuétude.

Les *cotonnades* de Qonié, Sivas (Sivri Hissar), Kharpout ; les *soieries* de Smyrne, Brousse, Van.

Les *tapis turcs* les plus connus sont : ceux d'Angora (*Qırshêhir*), Brousse (*Oushak*), Qonié (c. Qaraman, Moudjour, Ladik, Yuruk) et Smyrne (*Aq Hissar, Anatoli, Pergame, Ghiordes, Kulah, Meles, Makri, Ixmîr*).

Poteries de Sivas.

COMMERCE GÉNÉRAL. — Le traité de paix n'ayant été signé que cette année, et le change de la livre ottomane ayant grandement fléchi, pas de chiffres à donner. Le commerce s'effectue principalement avec la *Grande-Bretagne*, les *États-Unis*, l'*Italie*, la *France* (ordre d'importance en 1921).

VOIES FERRÉES : en Europe : Constantinople-Andrinople. En Asie : 2.890 km. :

Haïdar Pacha-Qonié (747 km.) ; Eskishêhir-Angora (263 km) ; Mersina-Adana (65 km.) ; Smyrne-Cassaba-Afioun Karahissar (421 km.) ; Magnésie-Soma (92 km.) ; Smyrne-Aydın-Egherdir (471 km.) ; « Bagdadbahn » : Qonié-Karapounar-Islahié-Muslmié (près Alep, 517 km.) ; puis Muslmié-Djérablouz-Ras el 'Aïn (314 km.), vers Nisibin et Mossoul ; la dernière section n'est plus en service depuis 1920-21. Plan Chester (1923) pour un réseau anatolien.

Routes (*qaldyrym*) : Angora-Sivas-Erzeroum (865 km) ; Diyarbakr-Sivas (435 km.).

Ports : quais à Constantinople et à Smyrne ; « échelles » du Levant et de la Mer Noire.

MONNAIES, MESURES, CRÉDIT. — *Livre* (= 100 piastres). Piastre de 40 paras (= 0,225, fr. argent au pair). En réalité, circulation exclusive de papier-monnaie.

Deunum = 230 m² (superficie). — *Oque* = 1.285 gr.

Calendrier *grégorien* (voir ici p. 9, d'après l'étude de J. Deny).

A l'issue du privilège de la *Banque Ottomane* (1925), l'*Othmanli i'tibar milli bancassi* (créée 1917) doit devenir Banque d'État.

BIBLIOGRAPHIE. — Il n'existe pas encore de monographie documentée sur la nouvelle République Turque (à part les « Social Survey » des *villes* de Constantinople et Smyrne).

Sur la « question du califat » le mémoire fondamental est celui de Barthold, *calife et sultan*, Pétersbourg, 1912 (trad. all. Becker, ap. *Der Islam*, VII, 350-412).

Le savant opuscule de C. Nallino, *Appunti sulla natura del califato in generi e sul presunto califato ottomano*, Rome, 1916 (trad. fr. 1919), suggère plutôt une politique ; cfr. Margoliouth (*Moslem world*, oct. 1921) et Arnold (*Edinburgh Review*, juil. 1922).